

CHAPITRE IX. — *Entrée en vigueur*

**Art. 74.** La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception :

- des dispositions des chapitres IV et V et des articles 19, 2°, 25, 3° et 4°, 26, 29, 66, 67, 3°, 71 et 72 qui produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> janvier 2007;
- de l'article 31 qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> mai 2004;
- de l'article 5 qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> avril 2004;
- des articles 22 et 65 qui produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> janvier 2003;
- de l'article 2, 1° à 6°, qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2002;
- des articles 33, 35 et 36 qui produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> août 2001;
- de l'article 7, 2° qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1999;
- des articles 23 et 25, 1° qui produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> janvier 1995;
- de l'article 19, 3° qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 1994.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 25 avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Pensions,  
B. TOBBACK

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,  
Mme L. ONKELINX

Notes

(1) *Session 2006-2007.*

*Documents.* — Projet de loi, 51-2877, n° 1. — Amendements, 51-2877, n°s 2 à 4. — Rapport Cour des comptes, 51-2877, n° 5. — Rapport, 51-2877, n° 6. — Texte adopté par la commission, 51-2877, n° 7.

Voir aussi :

*Compte tenu intégral.* — 15 mars 2007.

HOOFDSTUK IX. — *Inwerkingtreding*

**Art. 74.** Deze wet treedt in werking op de eerste dag van de maand na die waarin ze is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van :

- de bepalingen van de hoofdstukken IV en V en van de artikelen 19, 2°, 25, 3° en 4°, 26, 29, 66, 67, 3°, 71 en 72 die uitwerking hebben met ingang van 1 januari 2007;
- artikel 31 dat uitwerking heeft met ingang van 1 mei 2004;
- artikel 5 dat uitwerking heeft met ingang van 1 april 2004;
- de artikelen 22 en 65 die uitwerking hebben met ingang van 1 januari 2003;
- artikel 2, 1° tot en met 6°, dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2002;
- de artikelen 33, 35 en 36 die uitwerking hebben met ingang van 1 augustus 2001;
- artikel 7, 2° dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 1999;
- de artikelen 23 en 25, 1° die uitwerking hebben met ingang van 1 januari 1995;
- artikel 19, 3° dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 1994.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 25 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen,  
B. TOBBACK

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
Mevr. L. ONKELINX

Nota's

(1) *Zitting 2006-2007.*

*Documenten.* — Wetsontwerp, 51-2877, nr. 1. — Amendementen, 51-2877, nrs. 2 tot 4. — Verslag Rekenhof, 51-2877, nr. 5. — Verslag, 51-2877, nr. 6. — Tekst aangenomen door de commissie, 51-2877, nr. 7.

Zie ook :

*Integraal verslag.* — 15 maart 2007.

SERVICE PUBLIC FEDERAL  
SECURITE SOCIALE

F. 2007 — 1913

[C — 2007/22644]

**21 AVRIL 2007.** — Arrêté royal modifiant, en ce qui concerne la réinsertion socio-professionnelle des titulaires reconnus incapables de travailler, l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 86, § 3, modifié par la loi du 22 août 2002;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants, notamment l'article 23 et l'article 28bis, inséré par l'arrêté royal du 17 juillet 1989;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'assurance-indemnités des travailleurs indépendants, donné le 4 octobre 2006;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 décembre 2006;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 20 décembre 2006;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
SOCIALE ZEKERHEID

N. 2007 — 1913

[C — 2007/22644]

**21 APRIL 2007.** — Koninklijk besluit tot wijziging, wat de socio-professionele reïntegratie van de arbeidsongeschikt erkende gerechtigden betreft, van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 86, § 3, gewijzigd bij de wet van 22 augustus 2002;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten, inzonderheid op artikel 23 en artikel 28bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 17 juli 1989;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de uitkeringsverzekering voor zelfstandigen, gegeven op 4 oktober 2006;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 december 2006;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 20 december 2006;

Vu l'avis 42.201/1 du Conseil d'Etat, donné le 15 février 2007, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Un article 20bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants :

« Art. 20bis. Le titulaire reconnu incapable de travailler au sens de l'article 20, peut reprendre une partie des activités qu'il exerçait avant le début de l'incapacité de travail, moyennant autorisation préalable donnée par le Conseil médical de l'invalidité sur proposition du médecin-conseil. Cette autorisation n'est valable que si le titulaire reste reconnu incapable de travailler au sens des articles 19 et 20 et à condition que la reprise d'activité soit compatible avec l'état de santé général du titulaire.

Cette autorisation qui précise la nature, le volume et les conditions d'exercice de cette activité est consignée dans le dossier médical et administratif de l'intéressé au siège de l'organisme assureur.

L'autorisation est notifiée au titulaire. L'organisme assureur envoie une copie de l'autorisation au Service d'évaluation et de contrôle médicaux. »

**Art. 2.** L'article 23 du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 23. Par décision du médecin-conseil, l'état d'incapacité de travail peut être considéré comme s'étant maintenu pendant une période de six mois en faveur du titulaire qui, en vue de son reclassement et avec l'autorisation du médecin-conseil, entame l'exercice d'une autre activité indépendante, d'une activité d'aidant ou de toute autre activité professionnelle. Cette première période de six mois peut être prolongée de six mois au maximum.

Les décisions prises par le médecin-conseil en vertu du présent article sont communiquées au Service des indemnités de l'Institut national. »

**Art. 3.** L'article 28bis du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 17 juillet 1989, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 28bis, § 1<sup>er</sup>. Les prestations sont réduites de 10 p.c. à partir du moment où la période couverte par l'autorisation du médecin-conseil visée aux articles 23 ou 23bis atteint une durée de six mois.

§ 2. Les prestations sont réduites de 10 p.c. à partir du moment où la période couverte par l'autorisation du Conseil médical de l'invalidité visée à l'article 20bis atteint une durée de six mois et jusqu'au 31 décembre de la troisième année suivant celle du début de l'activité autorisée.

§ 3. A l'expiration de la période visée au § 2, le paiement des prestations est suspendu en application de l'article 107, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> de l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants ou les prestations sont réduites conformément à l'article 107, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> précité.

Pour l'application du premier alinéa, il y a lieu de tenir compte du montant du revenu professionnel visé à l'article 107, § 2, A., 2<sup>o</sup> précité.

Les revenus professionnels correspondant à la première année civile complète suivant l'année du début de l'activité autorisée sont pris en considération pour la suspension ou réduction des prestations pendant la quatrième année civile qui suit l'année de début de l'activité autorisée; la période de référence est constituée de la même manière pour les exercices subséquents.

Il y a lieu d'entendre par revenus professionnels le montant communiqué par l'administration des contributions directes pour l'application de l'arrêté royal n<sup>o</sup> 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants.

§ 4. Si une période couverte par l'autorisation visée à l'article 23bis est suivie sans interruption d'une période visée à l'article 20bis, la première période est assimilée à une période visée à l'article 20bis pour la réduction de l'indemnité conformément aux § 2 et § 3. »

Gelet op advies 42.201/1 van de Raad van State, gegeven op 15 februari 2007, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Een artikel 20bis, luidend als volgt, wordt ingevoegd in het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten :

« Art. 20bis. De gerechtigde die arbeidsongeschikt is erkend als bedoeld in artikel 20 mag een deel van de activiteiten die hij voor de aanvang van zijn arbeidsongeschiktheid uitoefende, hervatten mits een voorafgaandelijke toestemming van de Geneeskundige Raad voor invaliditeit, op voorstel van de adviserend geneesheer. Die toestemming is geldig op voorwaarde dat de gerechtigde arbeidsongeschikt erkend blijft als bedoeld in de artikelen 19 en 20 en dat de activiteit die wordt hervat verenigbaar is met de algemene gezondheidstoestand van de gerechtigde.

De toestemming waarin de aard, het volume en de voorwaarden voor de uitoefening van de activiteit nader worden bepaald, wordt in het medisch en administratief dossier van betrokkene bij de verzekeringsinstelling opgenomen.

De toestemming wordt aan de gerechtigde betekend. De verzekeringsinstelling bezorgt een kopie van de toestemming aan de provinciale dienst van de Dienst voor geneeskundige evaluatie en controle. »

**Art. 2.** Artikel 23 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 23. Bij beslissing van de adviserend geneesheer mag de arbeidsongeschiktheid geacht worden te hebben voortbestaan gedurende een periode van zes maanden, ten voordele van de gerechtigde die, met het oog op zijn herklassering, en met de toelating van de adviserend geneesheer, een andere zelfstandige beroepsbezigheid, een activiteit als helper of gelijk welke andere beroepsbezigheid aanvangt. Deze periode van zes maanden kan met maximum zes maanden worden verlengd.

De door de adviserend geneesheer krachtens dit artikel getroffen beslissingen worden medegedeeld aan de Dienst voor uitkeringen van het Rijksinstituut. »

**Art. 3.** Artikel 28bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 17 juli 1989, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 28bis § 1. De uitkeringen worden verminderd met 10 pct. zodra het tijdvak dat is gedekt door de in artikel 23 of 23bis bedoelde toestemming van de adviserend geneesheer, een duur van zes maanden bereikt.

§ 2. De uitkeringen worden met 10 pct. verminderd zodra het tijdvak dat is gedekt door de in artikel 20bis bedoelde toestemming van de Geneeskundige raad voor invaliditeit, een duur van zes maanden bereikt en tot 31 december van het derde jaar volgend op het jaar waarin de toegestane activiteit een aanvang nam.

§ 3. Aan het einde van de in § 2 bedoelde periode wordt de betaling van de uitkeringen geschorst met toepassing van artikel 107, § 4, eerste lid, 1<sup>o</sup> van het koninklijk besluit van 22 december 1967 houdende algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen ofwel worden de uitkeringen verminderd overeenkomstig voormeld artikel 107, § 4, eerste lid, 2<sup>o</sup>.

Voor de toepassing van het eerste lid moet rekening worden gehouden met het bedrag van het beroepsinkomen als bedoeld in voormeld artikel 107, § 2, A., 2<sup>o</sup>.

De beroepsinkomsten uit het eerste volledige kalenderjaar volgend op het jaar waarin de toegestane activiteit een aanvang nam, worden in aanmerking genomen voor de schorsing of de vermindering van de uitkeringen in het vierde kalenderjaar volgend op het jaar waarin de toegestane activiteit begon; de referentieperiode wordt op dezelfde manier vastgesteld voor de daaropvolgende jaren.

Onder beroepsinkomsten moet worden verstaan het bedrag dat door de Administratie van de directe belastingen wordt meegedeeld voor de toepassing van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen.

§ 4. Wanneer een tijdvak dat gedekt is door de in artikel 23bis bedoelde toestemming ononderbroken wordt gevolgd door een in artikel 20bis bedoeld tijdvak, wordt het eerste tijdvak gelijkgesteld met een in artikel 20bis bedoeld tijdvak voor de vermindering van de uitkering overeenkomstig § 2 en § 3. »

**Art. 4.** Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,  
R. DEMOTTE

**Art. 4.** Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,  
R. DEMOTTE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL  
SECURITE SOCIALE**

F. 2007 — 1914

[C - 2007/22634]

**21 AVRIL 2007. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 15 mai 2003 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités intervient dans le coût de l'autosondage au domicile du bénéficiaire**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 37, § 20, inséré par la loi du 22 février 1998;

Vu l'arrêté royal du 15 mai 2003 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités intervient dans le coût de l'autosondage au domicile du bénéficiaire;

Vu l'avis du Comité de l'assurance soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité formulé le 4 décembre 2006;

Vu l'avis de la Commission de contrôle budgétaire formulé le 22 novembre 2006;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 janvier 2007;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 27 février 2007;

Vu l'avis n° 42.497/1 du Conseil d'Etat, donné le 3 avril 2007, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup>, § 2, A.1., alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 15 mai 2003 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités intervient dans le coût de l'autosondage au domicile du bénéficiaire, la première phrase est remplacée comme suit :

« L'intervention de l'assurance dans le coût des sondes est octroyée à partir de la date du début de l'autosondage, mentionnée sur la notification du début de l'autosondage au médecin-conseil, mais, au plus tôt trente jours avant la date de la notification. »

L'article 1, § 3, du même arrêté est remplacé comme suit :

« L'intervention de l'assurance est fixée à maximum 3 euros par sonde, avec un maximum de 4 sondes par jour (à codifier sous le numéro 754375). Le coût du lubrifiant est compris dans l'intervention. »

A l'article 1<sup>er</sup>, § 5, le dernier alinéa est supprimé.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit sa publication au Moniteur Belge.

**Art. 3.** Notre Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,  
R. DEMOTTE

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
SOCIALE ZEKERHEID**

N. 2007 — 1914

[C - 2007/22634]

**21 APRIL 2007. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 mei 2003 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen tegemoetkomt in de kosten van autosondage bij de rechthebbende thuis**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 37, § 20, ingevoegd bij de wet van 22 februari 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 mei 2003 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen tegemoetkomt in de kosten van autosondage bij de rechthebbende thuis;

Gelet op het advies van het Comité voor de verzekering voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering gegeven op 4 december 2006;

Gelet op het advies van de Commissie voor begrotingscontrole, gegeven op 22 november 2006;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 15 januari 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 27 februari 2007;

Gelet op advies nr. 42.497/1 van de Raad van State, gegeven op 3 april 2007 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 1, § 2, A.1., eerste lid van het koninklijk besluit van 15 mei 2003 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen tegemoetkomt in de kosten van autosondage bij de rechthebbende thuis wordt de eerste zin vervangen als volgt :

« De verzekeringstegemoetkoming in de kosten van de sondes wordt toegekend vanaf de begindatum van de autosondage, zoals vermeld op de kennisgeving aan de adviserend geneesheer van het starten van de autosondage, maar ten vroegste 30 dagen voor de dag van de kennisgeving. »

Artikel 1, § 3, van het zelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« De verzekeringstegemoetkoming wordt vastgesteld op maximum 3 euro per sonde met een maximum van 4 sondes per dag (te coderen onder het nummer 754375). De kost voor het glijmiddel is in de tegemoetkoming inbegrepen. »

In artikel 1, § 5, wordt het laatste lid geschrapt.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de tweede maand na zijn publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 3.** Onze Minister van Sociale zaken en Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale zaken en Volksgezondheid,  
R. DEMOTTE